

LES FEMMES DANS LE SYSTÈME EDUCATIF FRANCAIS

Le système éducatif français est actuellement marqué par une mixité filles/garçons, hommes/femmes amorcée il y a un demi siècle mais considérée par beaucoup comme décevante. La mixité scolaire n'a pas produit spontanément de l'égalité hommes/femmes, ni des responsabilités partagées. Que s'est-il passé ?

Un long héritage de séparation et de différences.

Tout au long du XVIIIème siècle et du XIXème siècle, une abondante littérature pédagogique française aborde le problème de l'éducation des filles et propose une éducation séparée et différente (de fait inégale) pour un destin différent. Condorcet est un précurseur bien isolé quand il défend, pendant la Révolution, une éducation publique commune aux deux sexes et la "coéducation" comme mesure d'égalité. Si, à l'époque, (et pendant tout le XIXème siècle) on peut envisager des écoles communes pour de jeunes enfants à la campagne, la séparation est "évidente" quand le nombre le permet ou pour l'élite et l'enseignement secondaire. Les hommes destinés à la vie publique doivent recevoir une éducation différente de celle des femmes destinées à la vie privée et élevées "sur les genoux de l'Église". La séparation s'appuie sur des arguments d'ordre moral, religieux et biologique.

Dans les années 1880, pour arracher les filles à l'influence de l'Église, hostile au nouveau régime et à ses valeurs, les républicains instaurent un enseignement primaire public, laïc, gratuit et obligatoire dont les contenus sont à peu près identiques pour les deux sexes. Sauf dans certaines zones rurales, écoles de filles et écoles de garçons sont néanmoins séparées. L'enseignement secondaire, lui, est clairement prévu non seulement dans des établissements séparés mais avec des contenus différents. Les programmes établis sans latin, ni grec, ni philosophie, et avec peu de sciences permettent aux filles d'accéder à un certificat de fin d'études, dot culturelle sans valeur marchande qui n'ouvre pas les portes de l'Université. Le fronton des lycées de filles annonce : "La République instruit les jeunes filles qui seront les mères des hommes". Les républicains continuent ainsi à défendre une société hiérarchisée où les femmes ont une place différente et inférieure, préservant une formation "où les valeurs viriles et les valeurs nationales se combinent pour assurer la domination d'une classe sociale et d'un sexe sur la société" (R. Rogers).

Il faut attendre, au tournant du XXème siècle, la poussée des pionnières du savoir et des diplômes, le soutien de leurs familles, le désir et le besoin de travailler chez des filles de la bourgeoisie avivés par l'hécatombe masculine de 1914-1918 et l'érosion de certains patrimoines pour qu'en 1924, le décret Bérard institue dans tous les lycées de filles une section "d'enseignement masculin" débouchant sur le baccalauréat.

Démocratisation et mixité

Sans revenir sur quelques expériences, rares, dispersées et décriées, c'est la démocratisation de l'enseignement secondaire qui va amorcer puis généraliser un enseignement mixte. Mixité et démocratisation sont liées. Au XIXème siècle, on a pu se poser deux questions : faut-il instruire le peuple, faut-il instruire les femmes ? Pour préserver l'ordre hiérarchisé et inégal, vaut-il mieux l'ignorance, ou un savoir modéré ? Le principe d'égalité implique mixité sexuée et mixité sociale.

C'est cependant pour des raisons économiques que la mixité sexuée fut introduite dans les années 1960 et 1970 : il fallait gérer les flux de l'enseignement de masse. Organisée par une circulaire de 1957 pour l'enseignement primaire, la mixité est formellement la règle à partir de 1963 pour les collèges nouvellement créés, puis elle s'introduit progressivement dans les lycées neufs. La loi Haby (1975) la rend obligatoire de la maternelle à la terminale : elle devient ainsi "la règle après avoir été l'hérésie" (M. Perrot). Les derniers atteints sont les prestigieux lycées masculins, citadelles du savoir de l'élite depuis un siècle et demi. Aucune réflexion n'a accompagné ces transformations apparues comme évidentes du fait de la transformation des mœurs.

Mixité ne fait pas égalité : réussite scolaire des filles... et après ?

Très vite la sociologie s'interroge sur les effets de la mixité sociale, montrant que le collège unique ne pallie pas les inégalités, mais jusque dans les années 1980, elle laisse dans l'ombre les inégalités entre les sexes. La réussite scolaire des filles est rapidement devenue légendaire mais il a fallu du temps pour analyser pourquoi elle ne se traduit pas en réussite professionnelle et politique équivalentes. L'orientation reste sexuée et les garçons se retrouvent majoritaires dans les formations les plus prestigieuses ; ainsi les filles ne représentent, encore en ce début de XXI^{ème} siècle, que moins d'un quart des effectifs des écoles d'ingénieurs. Les filières de l'enseignement professionnel restent, pour la plupart, totalement sexuées et les filles ne vont pas vers les débouchés les meilleurs. Les recherches ont mis en évidence les effets "Pygmalion" et la transmission par l'école des stéréotypes de sexe. Les éducateurs maintiennent et transmettent les convictions relatives aux aptitudes "naturelles" qui différencieraient les filles des garçons et aux rôles sociaux qui leur seraient non moins "naturellement" destinés. Ils tolèrent mieux chez les garçons les comportements d'agressivité et d'agitation et renforcent ainsi leur affirmation d'eux-mêmes. Le partage est fait entre disciplines "masculines" et disciplines "féminines"... Les garçons censés être plus "doués" pour les sciences, sont mieux entraînés et plus sollicités par des questions plus difficiles ; on fait crédit à leurs capacités intellectuelles et on exige d'eux des moyennes moins élevées à l'entrée des classes scientifiques (ils pourront faire mieux quand ce sera nécessaire...). Sur les filles pèse toujours le soupçon d'être de laborieuses tâcheronnes. La confiance des uns se renforce, les autres doutent. Les interactions entre élèves désireux de conforter leur identité contribuent également à renforcer les stéréotypes de sexe.

Les filles et les garçons accèdent sur les mêmes bancs aux mêmes savoirs, mais n'apprennent pas l'égalité entre les sexes à travers ces savoirs. Les contenus contribuent à persuader les élèves que les femmes n'existent pas (ou sont tout à fait secondaires) dans le passé, la culture et les sociétés, que les sciences ont été faites par les hommes et pour les hommes. Cette sexualisation des savoirs n'est pas sans répercussions sur la socialisation et la constitution des identités sexuées. Filles comme garçons affrontent des contradictions majeures. Les filles doivent devenir des individus autonomes, se préparer un avenir professionnel épanouissant à partir de références absentes, de modèles d'épouses et de mères, de textes misogynes nombreux et divers... Aux garçons, on donne des modèles incessants de l'activité, de la créativité, de la supériorité affirmée et du pouvoir masculins ; mais en même temps on leur prêche l'égalité des sexes et ils voient les filles souvent réussir mieux qu'eux... Ceux qui sont en échec peuvent réagir par la violence à ce système qui se contredit : la violence scolaire touche surtout les garçons et s'exerce souvent à l'égard des filles.

De plus, quand la mixité est devenue la règle, le nombre de femmes chefs d'établissements secondaires a baissé. Il semble actuellement stabilisé à environ 1/5 des proviseurs, 1/4 des principaux de collège, tandis que le nombre des adjoints se situe autour de 40% : cela tend à persuader les jeunes que les fonctions de direction ne sont "pas faites pour les femmes"... Les femmes sont certes nombreuses désormais parmi les enseignants d'université mais 15% seulement dans le grade de professeur. Dans le secondaire, les femmes représentent 50% des agrégés et 60% des certifiés. Sur-représentées en lettres et langues vivantes, elles sont minoritaires en mathématiques, en physique et philosophie. Les territoires masculins et féminins perdurent avec obstination.¹

Faute d'avoir réfléchi clairement à ses objectifs, le système éducatif n'a pas encore mis en place des modalités de mixité qui transforment profondément les rapports entre les sexes. Des oppositions rétrogrades se font jour : il faudrait assurer un meilleur épanouissement des filles hors de la présence des garçons, les protéger des violences, satisfaire certaines revendications religieuses, apaiser la crise conjoncturelle de la masculinité face à la contestation de la valeur virile... Imaginer un retour à la séparation n'est cependant pas défendable ; la piste à suivre semble plutôt celle qui a été timidement ouverte par la convention interministérielle de février 2000 complétée par quelques textes suggérant des actions pour passer "de la mixité à l'égalité". L'Éducation nationale peut-elle relever le défi d'être un peu en avance sur le système social ?

¹ La plupart de ces données sont empruntées aux travaux de Nicole Mosconi